

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 19/038/2006 (Public)
Bulletin n° : 331
29 décembre 2006
ÉFAI

Brésil. Cri d'alarme en direction du nouveau gouvernement : la crise qui touche la sécurité publique ne cesse de s'aggraver

Amnesty International condamne sans réserve les attaques criminelles qui ont eu lieu récemment dans l'État de Rio de Janeiro. Les premières informations, qui font apparaître un lien entre ces attaques et l'augmentation des « milices » constituées, selon certaines sources, de policiers d'active ou à la retraite, renforcent l'opinion selon laquelle l'échec des mesures prises par les autorités fédérales et de l'État pour lutter contre l'insécurité publique n'a fait qu'exacerber la violence ambiante.

Du 28 décembre dans l'après-midi jusqu'au 29 décembre dans la matinée des bandes de malfaiteurs ont mené une série d'attaques dans la ville de Rio de Janeiro et dans plusieurs autres localités de l'État. Des balles et des engins explosifs artisanaux ont été tirés sur plusieurs postes de police, des autobus ont été brûlés, et sept personnes ont été tuées dans l'un d'entre eux.

Ces attaques auraient fait, selon le bilan établi au moment d'écrire cette déclaration publique, 19 morts et 22 blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants, des policiers et des malfaiteurs présumés.

Amnesty International appelle les autorités de l'État à enquêter sur ces attaques et à déférer à la justice les personnes soupçonnées d'en être responsables, ceci dans le respect de la légalité et sans commettre de nouvelles atteintes aux droits humains.

En mai, à la suite d'attaques criminelles commises dans l'État de São Paulo, Amnesty International avait demandé combien il faudrait que d'hommes – y compris des agents des forces de l'ordre – de femmes et d'enfants meurent avant que les autorités fédérales et des États ne s'attaquent sérieusement aux problèmes endémiques de la justice pénale.

Depuis l'élection présidentielle et au niveau des États, ce problème ne semble pas avoir encore été évoqué à défaut d'être résolu.

Les attaques récentes ont coïncidé avec la fin du mandat du gouverneur Rosinha Garotinho. Elles marqueront pendant longtemps la chute de cet État dans une violence

toujours plus présente et la perte de très nombreuses vies parmi les policiers, les malfaiteurs présumés et les passants innocents.

Face à cette violence, les gouvernements de l'État et de la fédération n'ont pas beaucoup offert en matière de sécurité à leurs concitoyens et en particulier aux plus pauvres, qui sont les moins protégés par les pouvoirs publics. Pendant ce temps, deux phénomènes ont caractérisé le maintien de l'ordre à Rio de Janeiro : l'augmentation alarmante du nombre d'« *actes de rébellion* » depuis que les homicides imputables à la police sont dûment enregistrés ; l'introduction d'une voiture blindée, le « *caveirão* », pour assurer l'ordre public dans les bidonvilles, symptôme de l'approche militaire privilégiée par les autorités pour lutter contre la criminalité dans les quartiers les plus pauvres de la ville.

Ce recours croissant aux méthodes répressives et violentes a donné lieu à deux graves problèmes, qui sont venus renforcer l'effondrement de l'ordre public. Premièrement, la corruption, comme l'ont montré les investigations menées récemment par la police fédérale sur plus de 70 membres de la police de l'État, dont un responsable est soupçonné d'avoir participé aux activités de bandes de malfaiteurs.

Deuxièmement, l'augmentation du nombre de « milices » qui, selon les informations officielles et de nombreux articles dans les médias, sont venues combler le vide laissé par les trafiquants de stupéfiants expulsés des favelas et ont imposé leurs propres lois en ayant recours, semble-t-il, à la violence et aux extorsions de fonds.

Les attaques actuelles devraient alerter le nouveau gouvernement de l'État de Rio de Janeiro et le gouvernement réélu du Brésil. Il ne faut plus que des vies soient sacrifiées en raison de réactions à court terme fondées sur des considérations politiques. Amnesty International demande une fois de plus à tous les niveaux de gouvernement de coopérer pour mettre fin au bain de sang.